

2023-06-30

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Liens:

[NBB.stat](https://www.nbb.stat)
[Information générale](#)
**Comptes non financiers des secteurs institutionnels – premier trimestre de 2023<sup>1</sup>**

- **Sous l'effet de l'indexation annuelle des salaires, le taux d'épargne des ménages se redresse, tandis que le taux de marge des entreprises enregistre un net recul.**
- **Le solde de financement des administrations publiques se détériore.**

**INDICATEURS CLÉS**

(Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

		Ménages <sup>1</sup>		Sociétés non financières		Administrations publiques
		Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages du PIB)
2020	I	17,9	9,3	43,9	27,4	-6,9
	II	25,2	8,3	40,7	26,3	-14,4
	III	16,0	9,5	42,9	27,6	-6,8
	IV	23,1	9,5	42,9	28,9	-8,6
2021	I	20,5	9,7	44,5	27,8	-5,7
	II	18,8	9,9	43,8	27,9	-6,4
	III	15,8	9,9	44,4	26,4	-6,7
	IV	13,1	10,2	44,2	25,6	-3,3
2022	I	11,6	10,7	44,1	26,3	-2,2
	II	14,4	10,2	44,3	25,9	-4,4
	III	13,1	10,2	43,8	26,3	-4,7
	IV	10,8	10,1	43,1	27,2	-4,2
2023	I	13,9	9,8	40,9	28,0	-5,0

1 Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages

**Le taux d'épargne des ménages se redresse**

Le taux d'épargne grimpe à 13,9 % au premier trimestre de 2023, effaçant ainsi le net repli observé le trimestre précédent, où il avait chuté à 10,8 %.

Le revenu disponible des ménages progresse vivement (+4,9 %), tandis que leurs dépenses de consommation finale augmentent moins sensiblement (+1,2 %), faisant gonfler le taux d'épargne.

<sup>1</sup> Les comptes des secteurs du premier trimestre de 2023 intègrent les dernières données disponibles relatives aux comptes nationaux trimestriels et au marché du travail, publiées le 30 juin 2023 sur [NBB.stat](https://www.nbb.stat).

Par l'effet de l'indexation annuelle des salaires, qui affecte une large frange de travailleurs au premier trimestre, la rémunération des salariés contribue à hauteur de 3,8 points de pourcentage à la forte croissance du revenu disponible. Les prestations sociales nettes y participent également à hauteur de 1,0 point de pourcentage, là où la contribution des autres composantes du revenu disponible est insignifiante.

### **Le taux d'investissement des ménages se contracte légèrement**

Au premier trimestre de 2023, le taux d'investissement des ménages (qui inclut la construction et la rénovation de logements et la formation brute de capital fixe des indépendants et des ISBL au service des ménages) revient à 9,8 %, contre 10,1 % le trimestre précédent.

### **Le taux de marge des sociétés non financières se replie substantiellement**

Le taux de marge des sociétés non financières accuse un net recul au premier trimestre de 2023, tombant à 40,9 %, contre 43,1 % le trimestre précédent. Il revient ainsi à un niveau proche de sa moyenne de long terme (40,6% en moyenne sur la période 2010-2019, avant la pandémie).

Alors que la valeur ajoutée affiche une croissance de 1,4 %, l'indexation annuelle des salaires gonfle les rémunérations des salariés (+5,7 %), entraînant une forte contraction de l'excédent brut d'exploitation (-3,7 %), impactant donc négativement le niveau du taux de marge des sociétés non financières.

### **Le taux d'investissement des sociétés non financières poursuit sa remontée**

Le taux d'investissement des sociétés non financières se chiffre à 28,0 % de la valeur ajoutée au premier trimestre de 2023, soit en progression par rapport au trimestre précédent (27,2 %). La croissance des investissements des sociétés non financières (+4,3 %) dépasse en effet encore largement celle de la valeur ajoutée (+1,4 %).

### **Le solde de financement des administrations publiques se détériore**

Au premier trimestre de 2023, le solde du compte des administrations publiques se dégrade, affichant un déficit de 5,0 % du PIB, contre 4,2% du PIB le trimestre précédent.

Les recettes diminuent, l'augmentation des impôts indirects ne suffisant pas à compenser la baisse significative des impôts directs.

La croissance des dépenses s'explique principalement par l'expansion des prestations sociales en espèces.

### Méthodologie et définitions

- Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et selon le SEC2010.
- Les ratios considérés présentent de fortes fluctuations d'un trimestre à l'autre. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, ces séries sont toutes présentées après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier.
- Le taux d'épargne brut des ménages est l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. L'épargne brute est la partie du revenu disponible brut qui n'est pas dépensée sous la forme de consommation finale. Ainsi, le taux d'épargne augmente quand le revenu disponible brut croît plus vite que les dépenses de consommation finale.
- Le taux d'investissement brut des ménages est la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. La formation brute de capital fixe couvre les dépenses en construction et en rénovation de logements par les ménages ainsi que les investissements en capital fixe consentis par les indépendants et par les ISBL au service des ménages.
- Le taux d'investissement des sociétés est la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.
- Le taux de marge des sociétés est l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions).
- Le solde de financement des administrations publiques mesure leur capacité ou leur besoin de financement. Un solde positif (capacité de financement) signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de leurs ressources et de leurs dépenses, les administrations publiques ont la possibilité d'augmenter leurs actifs financiers et/ou de réduire leurs engagements financiers. À l'inverse, un solde négatif (besoin de financement) témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières. Le solde de financement est ici exprimé en pourcentage du PIB.